

ANNEXE AUX TERMES DE REFERENCE
Etude AIMF sur la Décentralisation des politiques de santé en Afrique
Francophone

CANEVAS D'ETUDE TYPE

L'étude devra aborder les quatre parties suivantes, qui pourront être complétées.

- l'état des lieux ;
- l'analyse de l'état des lieux ;
- les perspectives ;
- les recommandations, et axes d'intervention et de plaidoyer.

Par ailleurs, l'Introduction devra notamment présenter :

- le processus et la situation globale de la décentralisation dans le pays ;
- le contexte socio politique du pays ;
- les niveaux de décentralisation dans le pays ;
- la question du transfert de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales ;
- la mission générale de développement confiée par l'Etat aux collectivités territoriales.

PREMIERE PARTIE : L'ETAT DES LIEUX

I.1. LE CADRE JURIDIQUE

I.1.1: Les textes

- l'évolution du cadre juridique (indiquez l'évolution des principaux textes pris dans les secteurs concernés) ;
- l'évolution des compétences transférées dans ce domaine par l'Etat (succession des différentes lois portant transfert de compétences aux collectivités territoriales) ;
- dispositions légales et réglementaires en matière de création, d'extension et d'entretien des différents services concernés.

I.1.2. La pratique du terrain

L'état d'application réel des textes.

I-2- LA ROLE DES COLLECTIVITES LOCALES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES EN MATIERE DE SANTE ET DE PROMOTION DE LA PLANIFICATION FAMILIALE

I.2.1: Les textes

- analyse du rôle et de la place des collectivités locales au sein des stratégies nationales pour les secteurs concernés, évolution (comparaison avec la précédente phase de stratégie)
- analyse de la place du secteur concerné dans les stratégies locales de développement (de type « plans communaux de développement »), à partir d'un échantillon de collectivités locales.

I.2.2: La pratique du terrain

L'état d'application réel des stratégies nationales et locales pour le secteur concerné.

I-3- LA GOUVERNANCE DES DIFFERENTS SECTEURS CONCERNES (santé, accès et promotion de la planification familiale)

I.3.1: Les textes

- les modes de gestion définis par les textes concernant chacun des services concernés (gestion directe par l'Etat à travers les ministères ? création de structures étatiques spécifiques ? Services concédés aux collectivités territoriales ou à des structures privées ? etc.)
- le rôle et le pouvoir réel des élus locaux prévus par les textes, comment les textes repartissent-ils les pouvoirs et attributions des différents acteurs (Etat, collectivités territoriales, secteur privé etc.) au niveau de la gestion des différents services ;
- la maîtrise d'ouvrage appartient-elle aux collectivités territoriales pour certains des services concernés ? Les collectivités territoriales ont-elles la maîtrise d'ouvrage déléguée ou la maîtrise d'œuvre ?
- le dispositif prévu pour la redevabilité des gestionnaires des différents services concernés au profit des usagers
- le renforcement des capacités des élus locaux en matière de gestion des services concernés. Existe-t-il une stratégie nationale à cet effet ?

I.3.2: La pratique du terrain

L'état d'application réel des textes.

I-4- LE FINANCEMENT DES DIFFERENTS SECTEURS CONCERNES

I.4.1: Les textes

- que prévoient les textes pour le financement des secteurs de de la santé, et spécifiquement de la planification familiale ?
- quel est le système prévu pour le financement des secteurs concernées (un Fond, des transferts de l'Etat en direction des collectivités territoriales etc.)
- comment les collectivités territoriales participent-elles au financement des différents secteurs (mise à contribution des budgets communaux ? fonds spécifiques ? etc.)

I.4.2: La pratique du terrain

L'état d'application réel des textes.

I-5- PARTICIPATION CITOYENNE

I.5.1: Les textes

- sensibilisation et formation des populations en matière de santé publique.
- dispositif juridique prévus pour l'accès des usagers aux différents services concernés.
- dispositif de contrôle au profit des populations et de la société civile

I.5.2: La pratique du terrain

L'état d'application réel des textes.

DEUXIEME PARTIE : L'ANALYSE DE L'ETAT DES LIEUX

La.le consultant.e devra ici faire une analyse minutieuse du dispositif légal et règlementaire et de la pratique du terrain en vue d'en relever les aspects positifs ainsi que les limites, les dysfonctionnements et les aspects à corriger.

Il devra également s'appuyer sur les bonnes pratiques qui pourraient servir de référence en la matière.

Le canevas suivant pourrait être retenu :

II.1. Aspects positifs de l'état des lieux ;

II.2. Contraintes, dysfonctionnements et obstacles.

L'analyse devra présenter un SWOT de la situation dans le pays cible de l'étude.

TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ENVISAGEES

La.le consultant.e devra présenter les perspectives prévues dans les secteurs concernés, les projets de textes de lois et de règlement en cours, leur état d'avancement, les objectifs visés, les résultats à terme.

Il devra indiquer toute initiative visant à donner un nouvel élan au domaine.
Des exemples concrets en provenance des villes, verront illustrer les propos de l'analyse.

Il présentera la part de ces initiatives venant des autorités gouvernementales, celles prises par les élus locaux et les initiatives des partenaires au développement ou soutenus par eux.

Le canevas suivant pourrait être retenu :

- III.1. Initiatives prises par l'Etat ;
- III.2. Initiatives prises par les collectivités territoriales ;
- III.3. Initiatives prises par les partenaires au développement.

QUATRIEME PARTIE : RECOMMANDATIONS ET AXES DE PLAIDOYER

La.le consultant.e est invité.e à faire des recommandations et suggestions en vue d'une amélioration de la situation dans les différents secteurs concernés, distinguant les axes de plaidoyer et les axes d'intervention prioritaires pour les villes :

- IV.1. En direction des autorités politiques ;
- IV.2. En direction des élus locaux ;
- IV. 3. En direction de la société civile ;
- IV. 4. En direction des partenaires au développement.